

**GOLF FAULQUEMONT PONTPIERRE**  
M. Stéphane WELKER  
AVENUE JEAN MONNET  
57380 FAULQUEMONT

## Rapport de vérification des installations électriques relatif aux établissements recevant du public

Rapport de Vérifications Réglementaires en Exploitation

Établissement concerné : **GOLF FAULQUEMONT PONTPIERRE**  
AVENUE JEAN MONNET  
57380 FAULQUEMONT

Activité principale de l'établissement : **Activités sportives et restauration**

Réglementation applicable : **Arrêté du 25/06/1980 modifié**

Affaire n° **850** - Rapport n° **ERP.225** - **Ce rapport comporte des observations.**

Date début intervention 30/01/2025

Date fin intervention 30/01/2025

Date d'envoi du rapport 31/01/2025

**Ce rapport comporte 10 pages**

*Ce rapport ne peut être reproduit, excepté dans sa totalité.*



Accréditation n° 3-1838  
Portée disponible sur [www.cofrac.fr](http://www.cofrac.fr)

**Vérificateur : Eddy CAVALIERE**

Date d'approbation : 31/01/2025



# Sommaire

<b>Page de garde</b>	<b>1</b>
<b>Sommaire</b>	<b>2</b>
<b>Renseignements d'ordre général et administratif</b>	<b>3</b>
<b>Description sommaire de l'établissement et de l'installation vérifiée</b>	<b>6</b>
<b>Historique des principales modifications déclarées par l'exploitant</b>	<b>6</b>
<b>Liste récapitulative des observations</b>	<b>7</b>
<b>Résultat des vérifications</b>	<b>8</b>

# Renseignements d'ordre général et administratif

L'effectif global est de 372 personnes et mentionné sur le PV de la Commission de sécurité en date du 15/09/2023

Classement de l'établissement :

type(s) L,R,X

3ème catégorie.

Origine du classement : Mentionné sur le procès-verbal de la commission de sécurité

Nature et étendue de la vérification : Vérification périodique

Nom et qualité de la personne ayant accompagné le vérificateur : M. WELKER, Gérant

Registre de sécurité : Visé par le vérificateur

## Locaux ou installations non vérifiées

- Examen des matériels électriques situés dans les faux plafonds, non accessible sans démontage
- Vérification de la continuité des matériels électriques repéré "NVI" trop éloignés d'une référence de mesure, vérification visuelle des connexions

# Renseignements d'ordre général et administratif

## Appareils de mesure utilisés

Isolement	<i>Contrôleur multifonctions Sefram n° 5</i>
Résistance de prise de terre	<i>Contrôleur multifonctions Sefram n° 5</i>
Résistance de boucle de défaut	<i>Contrôleur multifonctions Sefram n° 5</i>
Continuité des circuits de protection	<i>Contrôleur de continuité Electro PJP n° 4</i>
Dispositif à courant différentiel résiduel	<i>Testeur de différentiel Pontamesure III n° 36</i>
Contrôleur permanent d'isolement	<i>Sans objet</i>

## Documentation transmise

Nous vous rappelons que l'exploitant doit communiquer aux vérificateurs sur support papier les documents suivants :

### Notice de sécurité

Non fourni

### Plans et renseignements de détail concernant les installations techniques

Non fourni

### Prescriptions imposées par le permis de construire ou l'autorisation de travaux

Non fourni

### Historique des principales modifications effectuées

Non fourni

### Prescriptions notifiées à la suite de visites de contrôle des commissions de sécurité

Fourni, présence de prescriptions

### Autres documentation transmise :

PV de la Commission de Sécurité en date du 15/09/2023

# Renseignements d'ordre général et administratif

## **Classification des ERP selon le type**

J Structures d'accueil pour personnes âgées  
L Salles d'audition, de conférences, de réunions, salles de spectacles, de projection, à usages multiples  
M Magasins de vente  
N Restaurants ou débits de boissons  
O Hôtels ou pensions de famille  
P Salles de danse ou salles de jeux  
R Crèches, maternelles, jardins d'enfants, haltes-garderies, établissements d'enseignement, internats, colonies de vacances  
S Bibliothèques ou centres de documentation  
T Salles d'exposition  
U Etablissements de soins  
V Etablissements de culte  
W Administrations, banques, bureaux  
X Etablissements sportifs couverts  
Y Musées  
CTS Chapiteaux, tentes et structures itinérants ou à implantation prolongée ou fixes  
EF Etablissements flottants ou bateaux stationnaires et bateaux en stationnement sur les eaux intérieures GA Gares accessibles au public  
OA Hôtels-restaurants d'altitude  
PA Etablissements de plein air  
PS Parcs de stationnement couverts  
REF Refuges de montagne  
SG Structures gonflables

## **Classification des ERP selon la catégorie**

1<sup>re</sup> catégorie : Au-dessus de 1 500 personnes  
2<sup>e</sup> catégorie : De 701 à 1500 personnes  
3<sup>e</sup> catégorie : De 301 à 700 personnes  
4 catégorie : 300 personnes et au-dessous, à l'exception des établissements compris dans la 5 catégorie  
5<sup>e</sup> catégorie : Etablissements faisant l'objet de l'article R.123 -14 dans lesquels l'effectif du public n'atteint pas le chiffre minimum fixé par le règlement de sécurité pour chaque type d'exploitation  
Pour les ERP de 5 catégorie on distingue :  
- les PE : Petits établissements  
- les PO : Petits hôtels comprenant les très petits hôtels (établissement qui accueille 20 personnes au plus au titre du public dans les chambres et dont le plancher bas de l'étage le plus élevé accessible au public est situé à moins de 8 mètres du niveau d'accès des secours)  
- les PU : Petits établissements sanitaires  
- les PX : Petits établissements sportifs

# Description sommaire de l'établissement et de l'installation vérifiée

## Descriptif

L'établissement se compose d'un bâtiment regroupant un club house, des vestiaires équipés de douches, des sanitaires, une salle de restauration, une grande cuisine et une chaufferie, d'un bâtiment maintenance regroupant un atelier des bureaux et sanitaires, d'un auvent de pleine air équipé d'un bungalow, d'un cabanon et d'une station de pompage.

L'alimentation de l'installation vérifiée a pour origine le réseau BT

Présence de locaux pouvant recevoir plus de 100 personnes : Oui

Présence de locaux pouvant recevoir plus de 50 personnes : Oui

Présence de locaux à risque d'incendie : Oui

Existence de Bloc(s) Autonome(s) Portatifs d'Intervention : Oui

## Installation d'éclairage de sécurité

### Dispositions minimales réglementaires

Dispositions techniques applicables : Arrêté du 25/06/1980 modifié

Constitution : Installation fixe d'éclairage d'évacuation et d'ambiance (ou anti panique)

Effectif de l'établissement : L'effectif global est de 372 personnes et mentionné sur le PV de la Commission de sécurité en date du 15/09/2023

### Précisions complémentaires

Aucune précision complémentaire ne nous a été communiquée

### Dispositions réalisées dans l'établissement

Présence d'éclairage de sécurité

Présence d'éclairage d'évacuation

- Situation: Ensemble des dégagements de l'établissement

Présence d'éclairage d'ambiance ou antipanique.

- Situation: Salle de restauration

### Constitution de l'éclairage de sécurité

Blocs autonomes à LED et à fluorescence

Présence de plusieurs télécommandes de mise à l'état de repos centralisée des blocs autonomes

- Situation : Dans le TGBT, le TD Maintenance, le TD Practice, le TD Extension Practice

## Historique des principales modifications déclarées par l'exploitant

Sans objet: Première Vérification Périodique Conduite comme une Initiale

### Abréviations utilisées :

BAES : Blocs autonomes d'éclairage de sécurité - BAEH : Blocs autonomes d'éclairage d'habitation

TGBT : Tableau Général Basse Tension - AD : Armoire divisionnaire - CPC : Coffret Prise de Courant

# Liste récapitulative des observations

Le chapitre “Liste récapitulative des observations relatives aux non-conformités constatées” contient toutes les observations relatives aux non-conformités aux textes réglementaires applicables.

Chaque observation est numérotée et suivie de la référence de l'article du texte réglementaire ayant motivé l'observation. Chaque observation est clairement formulée.

N° Obs.	Arrêté	Article	Paragraphe	Année
1	25/06/1980	EL 18	§ 1	
Voir les observations dans le rapport selon le Code du Travail				2025

# Liste des points à examiner

Ce chapitre définit en détail les examens effectués par le vérificateur, en référence aux textes réglementaires applicables.

Les constatations du vérificateur permettent, pour chaque prescription, de déterminer si la prescription est, ou non, sans objet pour les installations vérifiées et le cas échéant non vérifié et si celles-ci sont, ou non, satisfaisantes. Pour les avis non satisfaisants, l'observation correspondante est explicitée au chapitre "Liste récapitulative des observations" sous le numéro figurant en observation de la prescription.

Arrêté	Article	Objet de la vérification	Constatations du vérificateur
25/06/1980	EL 4	<b>Règles générales</b>	
	§ 4	L'exploitant peut poursuivre l'exploitation de son établissement en cas de défaillance de la source normale si l'une des conditions suivantes est remplie : <ul style="list-style-type: none"> <li>• une source de remplacement fonctionne ;</li> <li>• l'éclairage naturel des locaux et des dégagements est suffisant pour permettre l'exploitation, d'une part, et les mesures de sauvegarde propres à assurer la sécurité du public sont respectées, d'autre part ;</li> <li>• l'éclairage de sécurité des établissements comportant des locaux à sommeil est complété dans les conditions prévues dans les dispositions particulières, d'une part, et les mesures de sauvegarde propres à assurer la sécurité du public sont respectées, d'autre part.</li> </ul> La source de remplacement, si elle existe, doit alimenter au minimum l'éclairage de remplacement, les chargeurs des sources centralisées ainsi que les circuits des blocs autonomes d'éclairage de sécurité. La défaillance de la source de remplacement doit entraîner le fonctionnement de l'éclairage de sécurité.	Satisfaisant
25/06/1980	EL 5	<b>Locaux de service électrique</b>	
	§ 1	Les locaux de service électrique sont les locaux renfermant des matériels électriques et dont l'accès est réservé aux personnes qualifiées, chargées de l'entretien et de la surveillance des matériels.	Sans objet
	§ 4	Ils doivent être dotés de moyens d'extinction adaptés aux risques électriques. Les appareils portatifs doivent porter des signes distinctifs bien visibles indiquant qu'ils sont utilisables pour un feu se produisant en présence de conducteurs ou d'appareils électriques.	Sans objet
	§ 5	Ils doivent disposer d'un éclairage de sécurité constitué par un ou des blocs autonomes ou luminaires alimentés par la source centralisée, d'une part, et par un ou des blocs autonomes portables d'intervention (BAPI), d'autre part.	Sans objet
25/06/1980	EL 8	<b>Batteries d'accumulateurs et matériels associés (chargeurs, onduleurs)</b>	
	§ 3	Le local ainsi que l'enveloppe éventuelle contenant les batteries d'accumulateurs sont ventilés de manière à éviter tout risque d'explosion. Les ventilations réalisées dans les conditions définies à l'article 554.2.3 de la norme d'installation NF C 15-100 (décembre 2002) sont présumées satisfaire à cette exigence. Lorsque les batteries d'accumulateurs alimentent des installations de sécurité, la coupure de l'alimentation des dispositifs de charge doit être signalée au tableau de sécurité concerné visé à l'article EL 15.	Sans objet
25/06/1980	EL 10	<b>Canalisations des installations « normal-remplacement »</b>	
	§ 4	Les traversées de parois par des canalisations électriques doivent être obturées intérieurement et extérieurement suivant les conditions de l'article 527-2 de la norme NF C 15-100 de manière à ne pas diminuer le degré coupe-feu de la paroi. Ces dispositions s'appliquent également aux canalisations préfabriquées.	Satisfaisant
25/06/1980	EL 11	<b>Appareillages et appareils d'utilisation</b>	
	§ 3	Les enseignes lumineuses en haute et basse tension sont équipées d'un dispositif de coupure d'urgence et de sectionnement en basse tension. La coupure d'urgence doit permettre au service de secours d'effectuer la coupure en charge, directe ou à distance, en une seule manœuvre, de tous les conducteurs actifs de l'alimentation de l'enseigne. Le déblocage du dispositif de coupure d'urgence ne doit pas permettre la ré-alimentation du circuit sans une action intentionnelle. Leurs enveloppes éventuelles sont en matériau M3 ou Ds1, d0 ou en matériau satisfaisant à l'essai au fil incandescent défini dans la norme NF EN 60695-2-12, la température du fil incandescent étant de 650 °C.	Sans objet



# Liste des points à examiner

Arrêté	Article	Objet de la vérification	Constatations du vérificateur
	§ 4	Dans les locaux et dégagements accessibles au public, la manœuvre des dispositifs de commande ou de protection situés à moins de 2,50 mètres au-dessus du sol est sous la dépendance d'une clé ou d'un outil. Cette disposition ne s'applique pas aux appareils prévus pour être commandés par le public.	Satisfaisant
	§ 7	L'emploi de fiches multiples est interdit. Le nombre de prises de courant est adapté à l'utilisation pour limiter l'emploi de socles mobiles. Les prises de courant sont disposées de manière que les canalisations mobiles aient une longueur aussi réduite que possible et ne soient pas susceptibles de faire obstacle à la circulation des personnes.	Satisfaisant
25/06/1980	EL 15	<b>Tableaux des installations de sécurité alimentées par une alimentation électrique de sécurité</b>	
	§ 3	La signalisation de la coupure des dispositifs de charge prévue à l'article EL 8, § 3, doit être reportée au poste de sécurité ou, à défaut, dans un local ou un emplacement non accessible au public habituellement surveillé pendant les heures d'exploitation de l'établissement.	Sans objet
25/06/1980	EL 17	<b>Signalisations</b>	
		Les signalisations suivantes doivent être reportées au poste de sécurité ou, à défaut, dans un local ou emplacement non accessible au public et habituellement surveillé pendant la présence du public : • coupure des dispositifs de charge prévus à l'article EL 8, § 3 ; • défauts d'isolement signalés par les contrôleurs permanents d'isolement résultant de l'application des articles EL 14, § 2 et EL 16, § 4.	Sans objet
25/06/1980	EL 18	<b>Maintenance, exploitation</b>	
	§ 1	Les installations doivent être entretenues et maintenues en bon état de fonctionnement. Les défauts et les défauts d'isolement doivent être réparés dès leur constatation.	Non satisfaisant Voir Obs. n° 1
	§ 2	Dans tout établissement de 1re ou 2e catégorie, la présence physique d'une personne qualifiée est requise pendant la présence du public pour, conformément aux consignes données, assurer l'exploitation et l'entretien quotidien. Une telle mesure peut être imposée après avis de la "commission de sécurité" dans les établissements de 3e et de 4e catégorie si l'importance ou l'état des installations électriques le justifie.	Sans objet
	§ 3	La maintenance et l'exploitation de l'éclairage de sécurité doivent être effectuées dans les conditions des articles EC 13 et EC 14.	Satisfaisant
	§ 4	Les groupes électrogènes de sécurité doivent faire l'objet d'un entretien régulier et d'essais selon la périodicité minimale suivante : • tous les quinze jours, vérification du niveau d'huile, d'eau et de combustible, du dispositif de réchauffage du moteur et de l'état de la source utilisée pour le démarrage (batterie ou air comprimé) ; • tous les mois, en plus des vérifications ci-dessus, essai de démarrage automatique avec une charge minimale de 50 % de la puissance du groupe et fonctionnement avec cette charge pendant une durée minimale de trente minutes. Les interventions ci-dessus et leurs résultats doivent être consignés dans un registre d'entretien qui doit être tenu à la disposition de la commission de sécurité.	Sans objet
25/06/1980	EC 5	<b>Appareils d'éclairage</b>	
	§ 3	Les appareils d'éclairage mobiles constituent normalement un éclairage d'appoint. Ils sont placés en dehors des axes de circulation et alimentés dans les conditions définies par l'article EL 11 (§ 7)	Satisfaisant
25/06/1980	EC 6	<b>Règles de conception et d'installation</b>	
	§ 5	Les appareils d'éclairage doivent être fixes ou suspendus.	Satisfaisant
	§ 6	L'éclairage normal ne doit pas être réalisé uniquement avec des lampes à décharge d'un type tel que leur amorçage nécessite un temps supérieur à 15 secondes.	Satisfaisant
25/06/1980	EC 7	<b>Conception générale « Eclairage de sécurité »</b>	
		L'éclairage de sécurité doit être à l'état de veille pendant l'exploitation de l'établissement. L'éclairage de sécurité est mis ou maintenu en service en cas de défaillance de l'éclairage normal/remplacement. En cas de disparition de l'alimentation normal/remplacement, l'éclairage de sécurité est alimenté par une source de sécurité dont la durée assignée de fonctionnement doit être de 1 heure au moins. Il comporte : • soit une source centralisée constituée d'une batterie d'accumulateurs alimentant des luminaires ; • soit des blocs autonomes.	Satisfaisant

# Liste des points à examiner

Arrêté	Article	Objet de la vérification	Constatations du vérificateur
25/06/1980	EC 9	<b>Eclairage d'évacuation</b>	
	§ 1	Les indications de balisage visées à l'article CO 42 doivent être éclairées par l'éclairage d'évacuation, si elles sont transparentes par le luminaire qui les porte, si elles sont opaques par les luminaires situés à proximité.	Satisfaisant
25/06/1980	EC 13	<b>Maintenance</b>	
		<p>En complément de l'article EL 18, les dispositions suivantes sont applicables :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'exploitant de l'établissement doit pouvoir disposer en permanence de lampes de rechange correspondant aux modèles utilisés dans l'éclairage de sécurité, que celui-ci soit alimenté par une source centralisée ou constitué de blocs autonomes ;</li> <li>• Une notice descriptive des conditions de maintenance et de fonctionnement est annexée au registre de sécurité. Elle comporte les caractéristiques des pièces de rechange.</li> </ul> <p>L'entretien des blocs autonomes peut être réalisé dès qu'une anomalie est constatée. Cette constatation peut être réalisée grâce aux voyants du système SATI pour les blocs autonomes qui en sont dotés.</p> <p>Ces opérations d'entretien doivent être consignées dans le registre de sécurité.</p>	Satisfaisant
25/06/1980	EC 14	<b>Exploitation</b>	
	§ 3	<p>L'exploitant s'assure périodiquement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• une fois par mois : <ul style="list-style-type: none"> <li>• du passage à la position de fonctionnement en cas de défaillance de l'alimentation normale et à la vérification de l'allumage de toutes les lampes (le fonctionnement doit être strictement limité au temps nécessaire au contrôle visuel) ;</li> <li>• de l'efficacité de la commande de mise en position de repos à distance et de la remise automatique en position de veille au retour de l'alimentation normale ;</li> </ul> </li> <li>• une fois tous les six mois, de l'autonomie d'au moins 1 heure.</li> </ul> <p>Ces opérations peuvent être effectuées automatiquement par l'utilisation de blocs autonomes comportant un système automatique de test intégré (SATI) conforme à la norme en vigueur NF C 71-820.</p> <p>Dans les établissements comportant des périodes de fermeture, ces opérations doivent être effectuées de telle manière qu'au début de chaque période d'ouverture au public l'installation d'éclairage ait retrouvé l'autonomie prescrite.</p> <p>Les opérations ci-dessus et leurs résultats doivent être consignés dans le registre de sécurité.</p>	Satisfaisant
25/06/1980		<b>Autres points examinés</b>	
		Bon état apparent de l'éventuel système de protection des structures contre la foudre (paratonnerre).	Sans objet